

Résumé exécutif



Organisation
internationale
du Travail

Trade and employment in the global crisis [La crise mondiale: commerce et emploi]

Marion Jansen et Erik von Uexkull

Tandis que le monde commence à se relever de la plus grande crise économique et financière survenue depuis la Grande Dépression, nous disposons maintenant de données permettant une première évaluation des causes et des conséquences de cette crise. On trouvera dans cet ouvrage de l'information sur l'évolution des flux commerciaux et de l'emploi ainsi que des indicateurs provenant de sept Études Pays du BIT; ces indicateurs portent sur les conséquences, en matière d'emploi, des modifications des flux commerciaux durant la crise. Les études ont été réalisées sur deux pays à faible revenu (Libéria et Ouganda), trois pays à revenu intermédiaire – tranche inférieure, (Égypte, Inde et Ukraine), deux pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure, (Brésil et Afrique du Sud).

On a évalué qu'en 2009, le volume du commerce mondial aurait baissé d'environ 12 pour cent. Durant la même période, le chômage aurait augmenté, dans le monde, de 0,9 pour cent. Durant le premier trimestre 2009, plus de la moitié des pays pour lesquels on dispose de données fiables, auraient subi une baisse des salaires réels comparés à ceux de 2008. Si les économies développées et de transition ont été les plus touchées par l'évolution négative des marchés de l'emploi, la plupart des économies en développement connaissent, elles aussi, une augmentation du chômage et du sous-emploi.

L'ouverture au commerce international, peut, en des temps favorables, être source de croissance pour l'économie et l'emploi, mais elle expose aussi les pays à des chocs venus de l'étranger. Il ressort de la crise actuelle, que l'intégration des marchés mondiaux rend les marchés nationaux de l'emploi vulnérables aux chocs venus de l'étranger. Si l'on veut soutenir les marchés de l'emploi, il est important de comprendre les mécanismes par lesquels les économies nationales subissent ces chocs et de comprendre également les conséquences probables sur les niveaux et conditions d'emploi au niveau global comme individuel.

La première conclusion qui ressort de ces Études Pays, c'est que les conséquences sur l'emploi résultant du choc des échanges commerciaux du à la crise, sont très différentes d'un pays à l'autre. L'importance et la nature des conséquences pour l'emploi sont largement fonction du niveau d'ouverture de ces pays et des structures de leurs exportations. On observe également de grandes

différences dans la manière dont la baisse de la demande d'emploi résultant du choc commercial s'est manifestée; dans certains cas (ex. L'Ouganda et le secteur touristique en Égypte), il s'est agi essentiellement de réductions de salaires ou de réduction de la durée de travail. D'autre part, le Brésil, le secteur textile de l'Égypte et l'Afrique du Sud ont subi une sérieuse contraction du nombre d'emplois. Il ressort des Études sur l'Ukraine et le Libéria, qu'il y a eu à la fois une réduction des emplois et des salaires, ainsi que des arriérés de salaires. Au Libéria comme en Ouganda on note aussi une augmentation de la précarisation des emplois.

En dépit de ces différences, l'analyse des sept Études Pays, amène cependant à des conclusions générales:

- Les conséquences des chocs commerciaux sur l'emploi ont été significatives dans tous les pays, voire importantes dans divers pays. Elles soulignent la nécessité de réponses politiques prenant en compte le lien entre échanges commerciaux et emploi. Ces conséquences sur l'emploi ont été particulièrement violentes pour les pays dont les exportations portent essentiellement sur des secteurs ayant enregistré la baisse la plus importante durant la crise: fer et acier, produits liés au secteur automobile.
- Le choc des échanges commerciaux a souvent contribué à écraser encore plus les salaires nominaux, et ce, entre autres parce que la position des travailleurs en matière de négociation a été affaiblie. Partant du principe que la crise mondiale et financière a été précédée par une augmentation importante des prix mondiaux du secteur alimentaire, la baisse des revenus réels a été, dans certains cas, très importante, en particulier pour les travailleurs pauvres qui consacrent une grosse part de leurs revenus aux biens alimentaires.
- Les conséquences des chocs des échanges commerciaux sur l'emploi ne se sont pas limitées au secteur du commerce; elles ont frappé l'économie dans son ensemble. Ceci de deux façons: baisse de la demande d'intrants de la part des sociétés exportatrices, et réduction générale de la demande en raison de la réduction des revenus des ménages affectés. D'après les évaluations mentionnées dans cet ouvrage, la moitié des conséquences induites par les chocs des échanges commerciaux résulterait des conséquences induites par la baisse des revenus.
- Les chocs des échanges commerciaux se répercutent sur la répartition, fonctionnelle et par sexe, des salaires. Si l'on se base sur les modèles traditionnels d'échanges, on peut raisonnablement prévoir dans quelle direction iront les conséquences.
- En raison de ses effets sur les décisions d'investissements prises par les sociétés et les ménages, la volatilité des marchés mondiaux aura probablement des effets à long terme sur les économies. C'est en matière de migration et d'éducation que les décisions des ménages vont probablement être le plus modifiées. La volatilité peut aussi avoir des conséquences à long terme sur la répartition des revenus provenant des investissements. C'est ce que l'on observe, par exemple, concernant le pouvoir de négociation des parties lorsqu'elles négocient les salaires ou les accords de concession de projets d'investissements.

Les gouvernements ont réagi à la crise en mettant en place différents types de mesures politiques. Outre d'importantes mesures de soutien concernant le secteur financier dans les pays les plus

touchés, les gouvernements ont, de par le monde, mis en place un ensemble d'incitations fiscales et politiques pour aider l'économie «réelle» à faire face à la crise. L'ouvrage rassemble ces mesures en trois catégories: les mesures de protection commerciale, les mesures de soutien de certains secteurs, les mesures sociales ou concernant le marché de l'emploi appliquées à divers secteurs. Le premier type de mesures est sans aucun doute contraire à l'esprit des accords d'échange multilatéraux; les décideurs politiques du monde se sont engagés à ne pas avoir, durant la crise, recours au protectionnisme. La réponse du BIT à la crise, c'est-à-dire le Pacte Mondial pour l'Emploi, reflète le concept selon lequel un renforcement général du protectionnisme ne favoriserait pas, in fine, la reprise du marché du travail. Jusqu'à présent, le recours à des mesures de protectionnisme pour faire face aux conséquences de la crise a été relativement faible.

Les mesures de soutien applicables à certains secteurs pourraient aussi provoquer une distorsion des échanges commerciaux et donc être en conflit avec les accords d'échanges multilatéraux. Il est, quoiqu'il en soit, probable que les mesures sectorielles portant sur l'emploi poseront moins de problèmes que celles portant sur le capital. Les projets d'infrastructure ne devraient pas entraîner une distorsion des échanges et peuvent à la fois être créateurs d'emploi et avoir des effets positifs à long terme sur la croissance en réduisant les coûts liés au commerce. C'est pourquoi ces projets ont de grandes chances de stimuler à la fois les échanges commerciaux et l'emploi.

Les politiques sociales et d'emploi transsectorielles ont également joué un rôle très positif durant la crise actuelle. Lorsqu'elles reposent sur des systèmes de protection sociale ou sur une législation du marché de l'emploi déjà mis en place, elles font automatiquement effet d'amortisseur et l'on peut rapidement les renforcer ou les cibler en direction de groupes particulièrement touchés par la crise. Ces mesures, qui présentent une faible probabilité de distorsion des flux commerciaux, sont extrêmement efficaces à la fois pour l'emploi et les objectifs commerciaux.

Mis à part le protectionnisme, qui induit de sérieux effets négatifs à long terme, toutes les mesures citées imposent un financement: l'espace fiscal est donc la condition *sine qua non* pour les mettre en place. Nous n'avons pas encore parlé d'un élément permettant une bonne gestion de la crise, qui, lui n'exige aucun espace fiscal: c'est le renforcement du dialogue social entre patronat, travailleurs et gouvernements. Voilà qui peut être fort utile en période de crise pour concevoir un ensemble de mesures politiques adéquates, et voilà aussi un élément déterminant pour la gestion de crise dans les pays n'ayant peu ou pas d'espace fiscal. Dans ces pays, le dialogue social peut permettre que les pertes induites par les effets négatifs extérieurs soient réparties de manière à éviter des difficultés sociales excessives et ainsi diminuer les effets négatifs à long terme sur la croissance. Encourager le dialogue avec et entre le patronat et les travailleurs, cela augmente les chances de trouver des solutions garantissant la pérennité de l'entreprise et minimisant simultanément les difficultés des ménages. Ces solutions ne doivent pas nécessairement avoir pour objectif de maintenir le statu quo, mais elles doivent tenir compte du fait que la réaction positive à la crise peut impliquer un ajustement entre les entreprises et les travailleurs.

A la fin de la rédaction de cet ouvrage, les premiers signes de reprise commençaient à apparaître. C'est pourquoi les conseils politiques présentés seront avant tout utiles pour indiquer des priorités concernant la réduction ou l'arrêt des mesures de crise. Les politiques transsectorielles, sociales ou sur l'emploi, sont celles qui devront être maintenues le plus longtemps, en particulier lorsqu'elles concernent les groupes les plus vulnérables.

Mais cet ouvrage comporte aussi un message politique fort concernant l'avenir. Lorsqu'on aura atteint les niveaux d'ouverture de la finance et des échanges mondiaux, les économies des différents pays continueront à être très exposées aux chocs extérieurs. On n'a toujours pas réussi à conclure si la volatilité mondiale s'est accrue, mais il y a de grandes chances pour que les chocs extérieurs soient plus fréquents à l'avenir. Il est donc capital d'y préparer les économies en temps de croissance. Les décideurs politiques, au niveau national comme international, doivent considérer comme prioritaire de créer un espace fiscal durant les périodes de croissance. Durant ces périodes, il faut absolument renforcer la capacité administrative dans son ensemble, et en particulier les systèmes de protection sociale et les instruments politiques concernant le marché du travail. Ce seront autant de facteurs de stabilisation automatique durant les périodes de crise, et s'ils sont déjà en place, on pourra rapidement les renforcer ou les réorienter vers les groupes les plus touchés. La protection sociale est donc un élément essentiel pour un système durable d'échanges mondiaux, et elle contribue à minimiser les conséquences négatives de la volatilité mondiale. On ne doit donc pas considérer la nécessité de mettre en place un espace fiscal comme une contrainte au renforcement des systèmes de protection sociale.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

